



## Assemblée générale

Cinquante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale  
6 novembre 2001  
Français  
Original: anglais

---

### Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)

#### Compte rendu analytique de la 11<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 23 octobre 2001, à 15 heures

*Président :* M. Hasmi. .... (Malaisie)

#### Sommaire

Point 86 de l'ordre du jour : Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

01-59706 (F)



*La séance est ouverte à 15 h 5.*

**Point 86 de l'ordre du jour : Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace (suite)** (A/56/20 et Corr.1, 306 et 394)

1. **M. Droba** (Slovaquie) dit que la tradition vieille de 30 ans de son pays en matière de recherche, de science et d'exploration spatiales a abouti en 1999 à un vol spatial de courte durée par le premier astronaute slovaque dans le cadre d'un projet russe/français/slovaque.

2. La délégation slovaque se félicite de la proposition tendant à élargir la composition du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, et s'enorgueillit du fait que sa participation active dans ce domaine ait été reconnue par le Comité, qui a fait de la Slovaquie et des autres pays qui jusqu'alors s'étaient partagé un siège par roulement, des membres à part entière. La décision de la Slovaquie d'adhérer au Comité a fortement motivé la communauté scientifique slovaque. La Commission des recherches et des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, créée en 2000 en tant qu'organe consultatif du Conseil de la science et de la technique, fait oeuvre utile. La Slovaquie participe activement aux travaux du Centre régional d'enseignement des sciences et techniques spatiales récemment créé et appuie les efforts en faveur de la mise en oeuvre des recommandations de la troisième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (UNISPACE III). Plusieurs écoles en Slovaquie ont participé à des programmes d'enseignement internationaux et des chercheurs slovaques prennent part actuellement à des projets d'utilisation pacifique de l'espace dans le domaine de l'environnement, des télécommunications, de la physique spatiale, de la géophysique, de l'astronomie, des sciences de la vie, de la météorologie et de la télédétection.

3. **M. Hodgkins** (États-Unis) dit que les 13 premiers vols consacrés au montage de la Station spatiale internationale ont été achevés, et que durant une seule année, une installation modeste a été transformée en une station spatiale complexe et avancée, à bord de laquelle l'équipage vit, travaille et mène des recherches. Un nouveau sas fabriqué par les États-Unis et un compartiment d'accouplement permettent de sortir dans l'espace directement à partir de la Station sans passer par la navette, ce qui facilite la construction et élargit les

possibilités de recherche. Début décembre, trois autres vaisseaux spatiaux visiteront la Station internationale.

4. Le mois d'avril 2001 a marqué le vingtième anniversaire du vol de Columbia, première navette spatiale des États-Unis. Depuis lors, la navette a transporté plus de 1 400 tonnes de cargaisons et plus de 600 passagers et pilotes. On a lancé plus de 850 charges utiles, y compris des centaines d'expériences individuelles. La navette a exécuté des levés de 90 % de la surface de la terre avec une précision sans précédent, et les astronautes à son bord ont découvert et confirmé d'anciens cratères d'impact sur la terre, tracé la déforestation, surveillé les récifs de corail, étudié la pollution de l'air et de l'eau et documenté les effets de la sécheresse, des inondations, des éruptions volcaniques et des ouragans. On a conduit des centaines d'études sur les effets de l'apesanteur sur les plantes, les animaux et les matériaux à bord. Grâce à l'amélioration de la sécurité et de la capacité de la navette au cours des années, sa capacité de transport a augmenté de 12 tonnes. Ses frais d'exploitation annuels ont baissé de plus de 40 %; l'amélioration des moteurs et d'autres perfectionnements ont réduit le risque estimatif au cours du lancement de 80 % et le nombre des problèmes rencontrés au cours des vols a baissé de 70 %. On s'attend à ce que les navettes puissent voler pendant encore au moins une décennie, voire beaucoup plus longtemps.

5. La délégation américaine se félicite des progrès accomplis en matière de rationalisation de l'ordre du jour et des méthodes de travail du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et de ses sous-comités, en particulier du Sous-Comité juridique qui, depuis 1992, a adopté cinq grands traités relatifs à l'espace et plusieurs séries de principes internationaux par un processus de consensus et de diplomatie multilatérale. En particulier, l'an 2001 marque le quinzième anniversaire de l'adoption des Principes sur la télédétection spatiale et le cinquième anniversaire de l'adoption de la Déclaration sur la coopération internationale en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique au profit et dans l'intérêt de tous les États, compte tenu en particulier des besoins des pays en développement, qui stipule que les États peuvent librement déterminer tous les aspects de leur coopération internationale, bilatérale ou multilatérale, commerciale ou non commerciale, et choisir le mode de coopération le plus efficace afin d'allouer aux mieux leurs ressources.

6. La délégation américaine attend avec intérêt l'examen, par le Sous-Comité juridique en 2002, du concept d'« État de lancement » figurant dans la Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par les objets spatiaux et la Convention sur l'immatriculation. Sur la base des rapports établis par le Bureau des affaires spatiales et le secrétariat de l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT), le Sous-Comité a également progressé dans l'examen d'un projet de convention et de protocoles relatifs aux garanties internationales sur des matériels d'équipements mobiles, y compris les aéronefs, le matériel ferroviaire et l'équipement spatial. À ce propos, la délégation appuie la recommandation tendant à maintenir ce point à l'ordre du jour et la création d'un mécanisme consultatif pour l'examen des questions y relatives.

7. La délégation américaine se félicite des progrès accomplis par le Sous-Comité scientifique et technique et de la documentation utile publiée par le Bureau des affaires spatiales, en particulier le recueil d'informations sur l'utilisation des techniques spatiales au sein des organismes des Nations Unies, et de ses propositions concernant les moyens concrets de renforcer la coopération en matière d'exploration spatiale sur la base des résultats d'UNISPACE III.

8. L'orateur se réjouit des avancées considérables en ce qui concerne la plan d'action pour l'application des recommandations d'UNISPACE III. Les États-Unis ont versé 500 000 dollars au Bureau des affaires spatiales pour appuyer jusqu'à cinq ateliers régionaux sur l'utilisation des systèmes mondiaux de navigation par satellite dans le domaine de l'environnement et du développement durable. Le premier atelier a eu lieu en Malaisie en août, et d'autres sont prévus en 2001 et 2002 en Autriche, au Chili et en Afrique.

9. La délégation américaine se félicite du consensus intervenu au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique quant à l'élargissement de sa composition. Les présidents des groupes régionaux devraient être informés de la recommandation du Comité tendant à ce qu'ils mènent des consultations parmi leurs membres qui sont également membres du Comité et qu'ils fassent rapport au Comité sur ces consultations.

10. Enfin, parlant dans l'exercice du droit de réponse, l'orateur dit que sa délégation rejette catégoriquement les affirmations du représentant de la République démocratique populaire de Corée concernant les

activités spatiales des États-Unis. Ces derniers sont engagés dans une coopération spatiale internationale sans précédent, et il n'existe pas de course aux armements dans l'espace. Le programme spatial américain s'est inspiré des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies, du droit international et des traités relatifs à l'espace extra-atmosphérique, et continuera de s'en inspirer. Affirmer le contraire, comme le représentant de la République démocratique populaire de Corée a cherché à le faire, c'est méconnaître les faits et déformer la vérité.

11. **M. Takahashi** (Japon) dit que les techniques spatiales dans le domaine de l'observation de la terre ont le potentiel de permettre la solution des problèmes des ressources, de l'alimentation et de l'environnement, et l'utilisation quotidienne des techniques spatiales est d'ores et déjà devenue indispensable dans le domaine des télécommunications, de la radiodiffusion et de la télévision, ainsi que de l'observation météorologique. Le lancement réussi de la fusée H-II A par le Japon en août 2001 a donné une grande impulsion aux activités spatiales japonaises, et constituera le fondement technologique pour le lancement de satellites et la mise au point des applications spatiales industrielles pour le bien du public. La participation d'un astronaute japonais à un vol de la navette spatiale américaine chargé du montage de la Station spatiale internationale est un exemple de la coopération internationale du gouvernement. À l'issue de cette mission, les réunions d'information organisées par l'astronaute et ses collègues à travers le Japon ont suscité un vif intérêt pour les activités spatiales parmi la jeunesse.

12. Le Gouvernement japonais est nettement en faveur du mécanisme mis en place par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique pour mettre en oeuvre les recommandations figurant dans la Déclaration de Vienne sur l'espace et le développement humain adoptée par UNISPACE III. Le Japon lui-même s'intéresse plus particulièrement au problème du développement futur des activités spatiales grâce à la mise en valeur des ressources humaines. Il se félicite de ce que le Sous-Comité scientifique et technique ait adopté à sa session de 2001 un plan de travail sur les débris spatiaux et espère qu'il envisagera des normes destinées à réduire ces débris, question dont les aspects techniques sont étudiés depuis longtemps par les agences spatiales japonaises.

13. **M. Tiwathia** (Inde) note avec satisfaction que le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique a accordé la priorité aux recommandations d'UNISPACE III en tant que premier pas vers leur application. La délégation indienne se réjouit de la perspective de participer activement aux équipes et de servir de coordonnateur intérimaire pour la recommandation sur l'amélioration de la gestion des ressources naturelles de la terre. L'Inde appuie également l'élargissement proposé de la composition du Comité, et sa délégation se félicite des travaux fructueux accomplis par les deux sous-comités au cours de l'année écoulée.

14. Passant aux activités du programme spatial indien en 2001, l'orateur dit qu'un vecteur de satellite géosynchrone a été lancé avec succès en avril 2001, plaçant un satellite expérimental sur une orbite de transfert géosynchrone. Ce vol représente un pas important vers la capacité de lancement de satellites géostationnaires. Les différentes composantes du système du Satellite national indien en font l'un des systèmes nationaux de communication les plus importants du monde. De nouveaux domaines tels que l'enseignement interactif par satellite et les applications de la télé médecine sont également prioritaires et s'ajoutent aux programmes opérationnels. Le système permet des applications nationales dans des domaines comme la prévision des récoltes, l'exploitation des eaux de surface et du sous-sol, la moisson, les levés forestiers, la cartographie des zones stériles et des zones de pêche, l'aménagement des villes et la surveillance de l'environnement, et les données obtenues par ces satellites sont partagées avec plusieurs pays dans le cadre d'accords commerciaux. On a lancé une nouvelle initiative concernant la mise en place de l'infrastructure nécessaire à l'obtention de données spatiales nationales pour différentes activités de planification.

15. L'Inde fait une contribution majeure à l'enseignement en matière spatiale dans le cadre de sa coopération internationale. Le Centre d'enseignement des sciences et techniques spatiales pour l'Asie et le Pacifique a organisé des stages pour près de 300 scientifiques venus de 39 pays. L'Organisation indienne de recherches spatiales et l'Agence spatiale française ont convenu de conduire une mission de satellite conjointe pour examiner le cycle d'eau atmosphérique et l'effet des systèmes tropiques à convection sur le climat mondial. Des données

obtenues par le satellite indien sont fournies régulièrement à l'Agence spatiale européenne (ASE) et à la National Aeronautics and Space Administration (NASA) des États-Unis. En outre, les nombreux programmes de vulgarisation organisés durant la Semaine mondiale de l'espace en octobre 2000 ont mis l'accent sur la contribution des techniques spatiales à l'amélioration de la qualité de vie.

16. Les Nations Unies devraient continuer à animer les efforts visant à renforcer la coopération internationale en faveur de la préservation de l'espace en tant que patrimoine commun de l'humanité.

17. **M. Ramli** (Malaisie) dit que la militarisation de l'espace doit être évitée à tout prix et que le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique doit faire tout son possible pour prévenir tout développement susceptible de déclencher une nouvelle course aux armements dans l'espace. Il est urgent de renforcer le régime juridique existant, qui est manifestement inadéquat face à l'évolution rapide des activités spatiales. Il faut conclure des accords supplémentaires interdisant l'essai, le déploiement et l'emploi de toute arme, composante ou objet destiné à la guerre dans l'espace. La délégation malaisienne se félicite donc de ce que le Comité continue d'examiner le point intitulé « Moyens d'assurer que l'espace continue d'être utilisé à des fins exclusivement pacifiques ».

18. La Malaisie est attachée au développement de la science spatiale et de ses applications techniques, en mettant l'accent sur la télédétection, la technologie des satellites, les télécommunications, la météorologie et l'enseignement. À l'heure actuelle, il y a six stations terrestres de satellite météorologique en Malaisie, et les données qu'elles produisent alimentent les prévisions météorologiques et des applications non météorologiques telles que la détection des incendies de forêt ou d'autres conditions dangereuses, ainsi que les levés agricoles. Le Gouvernement malaisien s'emploie également à mettre en valeur les ressources humaines dans les domaines scientifiques. Des cours de sciences spatiales sont offerts dans plusieurs universités, et la science spatiale est un sujet obligatoire au programme des écoles secondaires afin de susciter de l'intérêt à un jeune âge. En outre, la Malaisie a accueilli plusieurs stages de formation et ateliers internationaux sur la télédétection et la technologie des satellites, ainsi que le premier atelier

ONU/États-Unis sur l'utilisation des systèmes mondiaux de navigation par satellite.

19. La délégation malaisienne est fermement convaincue que l'admission de nouveaux membres au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique renforcera ce dernier, et espère que les recommandations du Comité à cet effet seront approuvées par l'Assemblée générale.

20. **M. Haggag** (Égypte) se félicite du rôle joué par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique en ce qui concerne le renforcement de la coopération internationale touchant l'exploration de l'espace et la promotion de son utilisation pacifique par tous les États et tous les peuples sans restriction ou discrimination. Cette coopération s'est manifestée dans les nombreux conférences et ateliers organisés pendant la période couverte par le rapport (A/56/20). Le Comité peut s'enorgueillir de son rôle dans la mise en place d'un cadre juridique gouvernant l'utilisation de l'espace grâce à l'adoption de cinq traités internationaux en la matière. La délégation égyptienne souhaite féliciter le Comité notamment pour ses travaux relatifs à la mise en oeuvre des recommandations d'UNISPACE III. Elle se réjouit de la liste de priorités qui a été établie et attend avec intérêt les délibérations des équipes chargées de leur application. Ces dernières devraient poursuivre leurs travaux jusqu'à ce que l'Assemblée générale examine et évalue, à sa cinquante-neuvième session, les progrès accomplis dans la mise en oeuvre des recommandations.

21. La délégation égyptienne souhaite réaffirmer l'importance qu'elle attache à l'utilisation plus large des techniques spatiales et de ses applications, ainsi que de la télédétection dans différents domaines du développement dans l'intérêt des pays en développement. Dans ce contexte, elle invite tous les États Membres à contribuer au Fonds d'affectation spéciale pour le Programme des Nations Unies pour les applications des techniques spatiales pour soutenir la mise en oeuvre des recommandations d'UNISPACE III, en particulier des projets et propositions qui profitent aux pays en développement, y compris ceux concernant la gestion des catastrophes, la gestion des ressources naturelles et les communications par satellites aux fins de la télémedecine et du téléenseignement. Par ailleurs, elle compte sur de nouveaux efforts destinés à renforcer la capacité des pays en développement en matière de recherche et de développement de

compétences, afin qu'ils puissent bénéficier des applications spatiales dans divers domaines, en particulier l'agriculture, l'industrie, la santé, la médecine et la télédétection.

22. La délégation égyptienne souhaite souligner l'importance qu'il y a à ce que tous les États utilisant des sources d'énergie nucléaire dans l'espace respectent les principes énoncés à cet égard par l'Assemblée générale dans sa résolution 47/68. S'il faut modifier ces principes, cela doit se faire sur la base d'un accord scientifique et technique faisant intervenir tous les États sur un pied d'égalité.

23. Il y quelques années, l'Égypte a créé un conseil national de recherches en matière de science et de techniques spatiales et le Ministère d'État pour la recherche scientifique. Le conseil a pour mission d'élaborer un programme national global pour tirer parti des applications spatiales pacifiques pour atteindre les objectifs technologiques et de développement de l'État, y compris l'emploi de la technologie de satellite pour étudier les régions désertiques, tout en formant le personnel technique, en développant un programme spatial égyptien et en utilisant les techniques spatiales et leurs applications pour le développement de l'industrie locale. Ces récentes années, l'Égypte a obtenu certains succès grâce à la promotion des applications spatiales; elle est déterminée à poursuivre ses différents programmes dans ce domaine en collaboration avec l'ONU et ses États Membres.

24. **M. Gappoev** (Fédération de Russie) dit qu'une course aux armements dans l'espace ou toute forme de confrontation armée dans l'espace est inacceptable et contraire à la Déclaration de Vienne. La Fédération de Russie s'oppose fermement au déploiement d'armes de tout type et à l'emploi ou à la menace de la force dans l'espace ou à partir de l'espace vers la terre. Elle a toujours considéré le Traité sur la limitation des systèmes antimissile balistiques comme la pierre angulaire du maintien de la stabilité stratégique mondiale et de la prévention de l'extension de la course aux armements dans l'espace.

25. Du 11 au 14 avril 2001, Moscou a été le lieu de la conférence internationale intitulée « L'espace sans armes: un domaine de coopération pacifique au XXI<sup>e</sup> siècle », organisée avec la participation de représentants de plus de 100 États et des organismes associés aux Nations Unies, ce qui montre l'existence

de vives inquiétudes quant à la possibilité d'une course aux armements dans l'espace. Malheureusement, les discussions au sein du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique sur les moyens d'assurer que l'espace continue d'être utilisé à des fins pacifiques ont perdu leur élan, et les membres du Comité n'ont pas accordé une attention suffisante à cette question. La délégation russe invite les membres du Comité à employer au mieux le potentiel unique du Comité pour un examen fructueux de la question.

26. L'année écoulée marque le quarantième anniversaire du premier vol spatial de l'homme. Le vol de Youri Gagarine a donné une impulsion non seulement au progrès technique, mais aussi à l'élaboration de normes dans un nouveau domaine du droit international, le droit spatial. Le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique a toujours été à l'avant-garde de ce processus. La quarantième session du Sous-Comité juridique a été caractérisée par des discussions utiles et constructives sur la proposition de la Fédération de Russie d'examiner la possibilité d'élaborer une seule convention d'ensemble en matière de droit spatial.

27. Il est urgent d'adapter les normes du droit spatial international en vigueur aux besoins et aux réalités contemporains. Dans le cadre d'une convention d'ensemble, des questions complexes comme la délimitation et la définition de l'espace extra-atmosphérique, la surveillance de la pollution par des débris dus à l'homme, la réglementation de la recherche scientifique et des activités commerciales dans l'espace, la protection des droits de propriété intellectuelle et le règlement des différends, pourraient être résolues d'une manière mutuellement acceptable. La convention non seulement codifierait les normes existantes, mais ferait une contribution importante au développement progressif du droit international.

28. La démarche globale proposée par la délégation russe serait le moyen le plus acceptable d'harmoniser les intérêts des États parties sans empiéter sur leurs droits souverains ou leurs priorités en matière d'exploration spatiale. En examinant chaque aspect particulier de l'exploration spatiale et de l'utilisation du matériel et des techniques spatiaux dans le contexte d'un ensemble, on devrait pouvoir arriver à un texte judicieusement équilibré qui représenterait la base d'une convention universelle. Alors que l'élaboration d'une base juridique sûre, universellement reconnue et stable pour les utilisations toujours plus larges de

l'espace exigerait de gros efforts de la part de la communauté internationale, les avantages en seraient incalculables.

29. **M. Pohan** (Indonésie) dit que par le biais du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique dans son rôle unique de point focal de la coopération internationale, l'application de la science et des techniques spatiales est devenue un moyen puissant d'aider les pays en développement à exécuter leurs programmes nationaux de développement et à tirer le meilleur parti de leurs capacités. Les communications par satellite ont eu un impact sur tous les aspects de la vie humaine, allant de l'enseignement et de l'agriculture à la navigation et à la gestion des catastrophes, mais le progrès technique n'a pas éliminé les problèmes de pauvreté, de manque de ressources et de faibles niveaux de vie.

30. L'Indonésie espère que tous les pays contribueront au Fonds d'affectation spéciale pour le Programme des Nations Unies pour les applications des techniques spatiales en vue de la mise en oeuvre des recommandations d'UNISPACE III. Le renforcement de la coopération régionale et internationale mettrait les avantages des techniques spatiales à la disposition de tous les États. L'Indonésie a participé à de nombreuses réunions d'organisations et d'initiatives régionales, et se félicite de la création du centre météorologique à activité spécialisée de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

31. La mise en oeuvre d'un plan intégré de développement durable est devenue un impératif pour l'humanité. L'accès non discriminatoire aux données de télédétection les plus récentes à un coût abordable doit être offert à tous les pays afin d'assurer une qualité de vie acceptable pour leurs populations. Il faut également mettre en place un régime juridique gouvernant l'orbite géostationnaire afin que tous les pays puissent accéder à cette ressource limitée.

32. La délégation indonésienne note que le Sous-Comité juridique continuera à examiner le point intitulé « État et application des cinq traités des Nations Unies relatifs à l'espace ». Par ailleurs, des informations soumises par les organisations internationales contribueraient au développement du droit spatial. L'Indonésie appuie également l'élargissement de la composition du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, car cela renforcerait la coopération

internationale et aiderait à tirer de l'espace un maximum d'avantages pour tous les peuples.

33. **M. Requeijo** (Cuba) dit que trois des principes énoncés dans la Déclaration des principes juridiques régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique revêtent une importance particulière pour sa délégation. Le premier concerne la nécessité d'assurer que l'espace continue d'être utilisé à des fins exclusivement pacifiques tout en encourageant la coopération internationale, la croissance économique et le développement durable. Le transfert de la technologie spatiale par les pays développés aux pays en développement est essentiel, et peut aider notamment à prévoir les catastrophes naturelles. Dans ce contexte, Cuba s'oppose à toute tentative de modifier les Principes relatifs à l'utilisation de sources d'énergie nucléaire dans l'espace sans tenir compte des intérêts de tous les pays, en particulier des pays en développement. En second lieu, Cuba rejette tous les plans qui aboutiraient à une course aux armements dans l'espace, en violation du principe selon lequel l'espace est le patrimoine commun de l'humanité, et compromettraient la sécurité collective, et s'inquiète de ce que certaines puissances nucléaires bloquent les négociations à la Conférence du désarmement sur un instrument international destiné à prévenir une course aux armements dans l'espace. Troisièmement, il faut de nouveaux mécanismes pour assurer un contrôle adéquat de l'application du droit spatial.

34. La délégation cubaine est en faveur du renforcement du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, comme les pays en développement ont un intérêt légitime à voir sa composition élargie. Elle se félicite de la décision du Comité en faveur d'un tel élargissement.

35. La délégation cubaine note également avec plaisir que le Comité poursuit l'examen des questions relatives aux débris spatiaux; il faut accorder une attention accrue au problème des collisions entre des objets spatiaux, y compris ceux munis de sources d'énergie nucléaire, et des débris spatiaux.

36. Le renforcement de la coopération régionale en matière de recherche spatiale et de la coopération au sein de l'ONU est d'une grande importance, sur le plan tant scientifique que juridique, et se solderait par une meilleure utilisation des techniques spatiales pour le bien de l'humanité.

37. **M. Datsenko** (Ukraine) dit que son gouvernement attache une grande importance aux travaux du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et appuie l'élargissement de sa composition. La coopération internationale dans l'espace est une nécessité objective, et la Station spatiale internationale, qui est un exemple réussi à cet égard, peut servir à renforcer la capacité des États à utiliser les techniques spatiales pour les recherches médicales et biologiques.

38. L'importance de la coopération internationale est reflétée dans le droit spatial international. Il faut examiner des questions telles que les débris spatiaux, le statut des orbites à faible altitude proches de la terre en tant que ressource naturelle limitée, l'utilisation des sources d'énergie nucléaire dans l'espace, la protection de la propriété intellectuelle en matière de vaisseaux spatiaux, l'utilisation des techniques spatiales et les aspects juridiques des systèmes mondiaux de navigation. La mise en place de mécanismes efficaces de règlement des différends dans le contexte de la commercialisation de l'espace doit aussi être envisagée, compte tenu des règles d'arbitrage existantes. Un autre problème tient au fait que beaucoup d'États n'ont pas encore adhéré aux traités des Nations Unies sur l'espace; l'orateur les engage à le faire et à veiller à ce que la législation nationale soit conforme à leurs dispositions.

39. Il faut parvenir à un consensus international en matière d'activité spatiale afin de renforcer l'appui à la coopération dans les utilisations pacifiques de l'espace. Cette question devrait être inscrite à l'ordre du jour des réunions multilatérales de chefs d'État, alors qu'il faudrait adopter une approche analogue pour accroître le soutien politique parmi les députés des parlements nationaux. Si la coopération internationale n'est pas élargie, il sera difficile pour bien des pays en développement de créer une base solide en science et en éducation pour le développement durable des techniques spatiales. Il est particulièrement important de garantir un accès sûr et économiquement abordable à l'espace sur une base de non-discrimination.

40. On pourrait accroître le rôle joué par l'ONU en matière d'élargissement de la coopération internationale en prenant les mesures suivantes : étoffer le programme de travail du Sous-Comité scientifique et technique, en particulier moyennant le renforcement du partenariat avec l'industrie; développer les activités du Sous-Comité juridique en tenant compte des

recommandations pertinentes de la Déclaration de Vienne sur l'espace et le développement humain; et améliorer la coordination des activités spatiales des organismes des Nations Unies.

41. L'Ukraine souhaite mettre à disposition ses capacités en matière de services spatiaux moyennant des échanges d'idées entre scientifiques et l'utilisation de son infrastructure au sol pour des projets conjoints. Eu égard aux besoins des pays en développement, il faut intensifier les mesures pratiques visant à développer la formation de spécialistes, ce qui peut se faire dans le cadre de programmes bilatéraux et multilatéraux destinés à renforcer les centres régionaux pour la science et les techniques spatiales. La délégation ukrainienne engage la communauté internationale à appuyer l'initiative ukrainienne tendant à créer un nouveau centre régional de formation.

42. **Mme Arce** (Pérou) se félicite de ce que le Sous-Comité scientifique envisage l'exploitation d'un système spatial intégré de gestion des catastrophes naturelles, qui aiderait à quantifier les causes des catastrophes et à prévenir les pertes humaines et matérielles grâce à une capacité d'alerte rapide efficace. Cela constituerait un avantage direct des techniques spatiales pour de nombreux pays qui, comme le Pérou, sont touchés par des catastrophes naturelles. Un groupe de pays, y compris le Pérou, ont invité le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique à inscrire un nouveau point sur l'espace et la société à son ordre du jour, puisque la société civile doit être au courant des possibilités d'utilisation des techniques spatiales pour la promotion de la paix et du développement en application des recommandations d'UNISPACE III.

43. Conformément à sa position de principe, le Pérou appuie fermement la nécessité d'assurer que l'espace continue d'être utilisé à des fins exclusivement pacifiques. Le pays est sur le point de ratifier la Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par les objets spatiaux et le Traité sur l'espace extra-atmosphérique afin de contribuer à l'accession universelle aux cinq traités de Nations Unies relatifs à l'espace.

44. Le Pérou se félicite de la décision du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique d'élargir sa composition, mettant ainsi fin à la rotation de membres qui avait pour effet de limiter la

contribution de pays comme le Pérou à l'examen de questions d'intérêt vital.

45. **M. Fallouh** (République arabe syrienne) dit que son pays se félicite de la tendance internationale à l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques et à l'obtention des plus grands bénéfices économiques et humanitaires possible, notamment pour les pays en développement. Il se réjouit aussi des efforts déployés par certains pays en vue de réduire les dépenses afférentes aux programmes spatiaux militaires et de mettre les énormes progrès des techniques spatiales au service du développement, de la préservation de l'environnement et de la solution des problèmes économiques, environnementaux et de santé. Par ailleurs, le pays de l'orateur constate avec inquiétude l'existence continue de programmes de militarisation de l'espace et son utilisation à des fins qui entravent le développement et la paix dans le monde et trompent les espoirs et l'aspiration de l'humanité à la stabilité, au développement et à la sécurité.

46. La participation d'un astronaute syrien à un vol spatial quelques années auparavant a reflété le désir du pays de jouer un rôle constructif dans les activités spatiales internationales. En outre, la République arabe syrienne a créé une agence de télédétection pour permettre l'utilisation des avancées scientifiques aux fins du développement et de la préservation de l'environnement.

47. La délégation syrienne estime que la consolidation de l'utilisation de l'espace à des fins exclusivement pacifiques exige l'engagement manifeste de la communauté internationale reposant sur des principes et un cadre juridique clair et en évolution constante, propre à prévenir la militarisation et l'abus de l'espace ainsi que la naissance d'une course aux armements dans l'espace. À cette fin, il serait utile que la Conférence du désarmement et le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique coordonnent leurs efforts. Les pays disposant du potentiel spatial le plus important portent la principale responsabilité à cet égard. En outre, la question des débris spatiaux doit être traitée avec plus de sérieux, notamment pour prévenir des collisions entre objets spatiaux, en particulier ceux munis de sources d'énergie nucléaire. Les États qui possèdent des satellites ainsi équipés ont l'obligation de fournir des informations sur leurs engins spatiaux, les composantes et les combustibles connexes, ainsi que les mesures



prises pour garantir leur exploitation sûre dans l'espace.

48. La délégation syrienne souhaite réitérer sa satisfaction à propos des résultats d'UNISPACE III et de l'adoption de la Déclaration de Vienne sur l'espace et le développement humain, ainsi que des résolutions et recommandations concernant les moyens de permettre aux pays en développement d'utiliser la technologie spatiale et ses réalisations dans des conditions équitables.

49. **M. Ouattara** (Burkina Faso) se félicite de l'élargissement de la composition du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et des efforts continus du Comité en faveur des applications pacifiques des techniques spatiales qui intéressent au plus haut point les pays en développement, dont le Burkina Faso. La délégation de l'orateur se félicite de la mise en place des équipes chargées de l'application des recommandations de la Déclaration de Vienne. Elle remercie le Nigéria d'avoir décidé de servir de coordonnateur pour la recommandation 11, et lui promet sa pleine coopération.

50. Au Burkina Faso, l'insuffisance des ressources a malheureusement paralysé le comité responsable des questions spatiales et a empêché l'élaboration d'un programme spatial national, et a abouti à la récente fermeture du site régional de télédétection, privant ainsi le pays d'un moyen important de gérer et de développer son environnement. L'orateur souligne par conséquent qu'il est indispensable de régler le problème du coût exorbitant des données de satellite et de renforcer la coopération entre États et entre institutions. Il appelle l'augmentation des programmes de formation organisés par les centres régionaux et l'octroi de bourses d'études à long terme aux pays en développement.

51. Malgré les progrès remarquables en matière de techniques spatiales, les retombées restent faibles pour le plus grand nombre de pays. La militarisation sans cesse croissante de l'espace et la question non encore élucidée des débris ont marginalisé encore davantage les pays en développement, ont contribué à créer un sentiment croissant d'insécurité, voire une menace grave à la paix et à la sécurité mondiales. C'est pourquoi il est essentiel que les questions relatives à la définition et à la délimitation de l'espace extra-atmosphérique ainsi qu'aux caractéristiques et à

l'exploitation de l'orbite géostationnaire soient examinées d'urgence. Tous les organismes compétents, y compris le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, le Bureau des affaires spatiales et la Conférence du désarmement, doivent collaborer à cet effet. Les progrès réalisés par la science et la technique permettent aux pays en développement de sortir de la misère et du sous-développement; toutefois, dans le contexte actuel de la mondialisation, il faut une plus grande solidarité.

52. **M. Buroffice** (Nigéria) se félicite du rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (A/56/20) et des recommandations qui y figurent. Il note que les pays en développement, même s'ils ne peuvent pas s'offrir le luxe d'avoir leurs propres programmes d'exploration spatiale, s'attachent à l'exploitation des techniques spatiales dans l'intérêt du développement de leurs peuples. Le Nigéria, par exemple, a élaboré une politique nationale spatiale en 2001 et son agence nationale de recherche et de développement spatiaux a créé un comité des systèmes nationaux d'information géographique chargé de traiter des questions telles que la gestion des ressources naturelles, le développement de l'infrastructure, la prévention des catastrophes et l'atténuation de leurs conséquences ainsi que la surveillance et la protection de l'environnement. Sa politique spatiale nationale met l'accent sur le renforcement des capacités autochtones en matière de recherches spatiales en tant que moyen de promouvoir le développement durable, d'améliorer les systèmes de communication et d'acquérir de la technologie moderne. La mise en oeuvre de cette politique exigera la coopération de la communauté internationale et, à cette fin, le Gouvernement nigérian a entamé des discussions avec plusieurs pays en vue de promouvoir la coopération bilatérale et d'exécuter des programmes liés à l'espace. Il continue de fournir un appui financier au Centre régional africain d'enseignement des sciences et techniques spatiales, situé au Nigéria, qui vient d'organiser son premier stage sur la télédétection et les systèmes d'information géographique, et prépare actuellement un deuxième stage sur la météorologie par satellite.

53. Les instruments internationaux dans le domaine du droit spatial sont un aspect important de la coopération internationale. Le Gouvernement nigérian a signé et ratifié deux de ces traités et les trois restants sont en cours d'examen auprès du Ministère de la justice en vue de leur ratification. Il est en train

d'organiser un colloque sur le droit spatial dans le cadre duquel des représentants du Ministère de la justice, des universités ainsi que des députés discuteront des techniques spatiales et du cadre juridique des activités spatiales et leurs incidences pour le Nigéria, en vue de formuler des recommandations relatives à la ratification des trois traités spatiaux restants. Dans ce contexte, l'orateur invite d'autres États à envisager de ratifier les instruments internationaux relatifs à l'espace.

54. La délégation nigériane se félicite des recommandations figurant dans la Déclaration de Vienne et appuie l'établissement des équipes chargées de leur application. Elle a accepté de servir de coordonnateur pour la recommandation 11 au nom des États Membres africains. Toutefois, l'orateur souligne que les pays en développement ne pourront véritablement bénéficier des techniques spatiales que si leurs capacités autochtones sont renforcées. Le monde développé a l'obligation de les aider à exploiter ces techniques aux fins du développement durable, de l'exploitation rationnelle de leurs ressources naturelles, de la surveillance des catastrophes naturelles et de la préservation de l'environnement. À ce propos, l'orateur se félicite de la décision de l'Assemblée générale de créer un Fonds d'affectation spéciale pour le Programme des Nations Unies pour les applications des techniques spatiales, y compris la mise en oeuvre des recommandations d'UNISPACE III, ce qui profitera aux pays en développement. Il s'inquiète toutefois du manque de ressources financières du Bureau des affaires spatiales, qui pourrait compromettre les efforts visant à aider les pays en développement à cet égard, et demande instamment à l'Assemblée générale de fournir à celui-ci des ressources adéquates pour qu'il puisse remplir son mandat.

55. **M. Ri Kyong Il** (République démocratique populaire de Corée), parlant dans l'exercice du droit de parole, réitère que les efforts des États-Unis en faveur de la mise au point d'un système de défense antimissile contribuera sans doute à une intensification de la course aux armements et à la militarisation accrue de l'espace. Il souligne que la mission du Comité consiste non seulement à promouvoir les utilisations pacifiques de l'espace, mais aussi à prévenir sa militarisation. Par exemple, les travaux du Sous-Comité juridique en matière de réglementation des activités spatiales n'ont pas pour objet d'entraver les efforts des pays en faveur de l'exploration spatiale, mais de garantir la sécurité et

la sûreté du monde ainsi que l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques, tout en empêchant tout pays de militariser l'espace.

56. **M. Hodgkins** (États-Unis), parlant dans l'exercice du droit de réponse, dit qu'il regrette les observations incorrectes et intéressées du représentant de la République démocratique populaire de Corée, qui reflètent une vision déformée du monde. Il fait remarquer que le programme spatial américain est exécuté dans un esprit de transparence et de coopération, et que ce programme a apporté de gros avantages à la communauté internationale. Il réitère également que ce programme respecte pleinement les dispositions de la Charte des Nations Unies, le droit international ainsi que les traités spatiaux pertinents, et que toute affirmation contraire est dénuée de fondement.

*La séance est levée à 17 h 5.*